



Dans ce numéro :

Éditorial	1
Enseignement et apprentissage avec les TIC au Mali	2
TIC et enseignement au Cameroun	3
TIC au Congo: Utopie ou réalité?	4
Accès aux TIC dans l'éducation au Kenya	5
Institutions Partenaires de PanAf	6
Impacts des TIC dans l'enseignement supérieur égyptien	8
Ateliers de formation et vidéoconférence	9
Interview de Prof Mohamed Maiga	11

Les objectifs éducatifs d'abord...

Dans ce numéro de PanAf Edu, nous vous présentons les institutions universitaires à travers le continent auxquelles sont affiliés les chercheurs du projet PanAf, de l'Université Cheick Anta Diop de Dakar au Sénégal, à l'Université de Makerere à Kampala en Ouganda.

Les chercheurs du Cameroun, du Congo (Brazza), de l'Égypte, du Kenya, et du Mali partagent avec nous les premiers résultats sur l'intégration pédagogique des technologies de l'information et de la communication (TIC). Parce que cette recherche est à un stade précoce, nous n'avons pas encore les résultats sur l'utilisation des TIC, mais plutôt sur les infrastructures. Donc quand nous lisons les chiffres sur les ratios élèves/ordinateur, nous devons garder à l'esprit que ces taux sont loin d'être le meilleur indicateur pour une utilisation efficace des TIC dans le but d'améliorer la qualité de l'enseignement et l'apprentissage.

Lors du sommet du Global Knowledge Partnership (GKP), tenu en décembre dernier à Kuala Lumpur, en Malaisie, j'ai eu le plaisir d'assister à une table ronde où Eduardo Monge de la Fondation Omar Dengo a livré des communications. La Fondation a réussi l'intégration des TIC dans l'éducation au Costa Rica au cours des 20 dernières années, y compris dans les écoles rurales, pour toucher 58% de la population. Lorsqu'un participant interpella Monsieur Monge sur le ratio étudiant/ordinateur dans les écoles au Costa Rica, il a simplement répondu qu'il n'avait pas de réponse à donner. Pour mesurer l'ampleur de leur succès, il convient plutôt de s'intéresser à l'élaboration de projets fondés sur l'apprentissage et les programmes qui contribuent à développer les capacités de réflexion.

Selon Monsieur Monge et d'autres intervenants le plus important est de maintenir l'accent sur les objectifs éducatifs! L'accent devrait être mis sur la maîtrise numérique, et pas seulement en informatique, ce qui signifie mettre les TIC au service de l'apprentissage et de l'enseignement. Nous devons également être vigilants à ne pas transférer la responsabilité de la pédagogie aux technocrates.



Kathryn Touré,
Coordinatrice régionale
du ROCARE

Dans les couloirs lors de la conférence de GKP, j'ai demandé au monsieur qui représentait Geoffrey Lungwangwa, le Ministre de l'Éducation en Zambie, comment ils ont réussi à obtenir 3% du budget alloué à l'enseignement des TIC dans 800 écoles (à ce jour, sur un total de 7800). Il a répondu que cette décision a été prise lors des réunions sur la planification budgétaire annuelle. Quand ses collègues et lui se sont aperçus que tout l'argent allait dans la rémunération des enseignants, l'achat des craies et des pupitres, ils ont simplement préconisé une approche futuriste dans laquelle les lignes budgétaires seront prévues pour l'acquisition d'ordinateurs pour les écoles et la formation des enseignants en TIC.

La qualité de la planification a une grande influence sur les résultats. La Namibie commence à bénéficier des résultats du processus de développement, du 2005 à 2007, de TechNa, l'initiative namibienne sur les TIC dans l'éducation, voir www.tech.na, en collaboration avec l'Irlande-Global eSchools et les Communities Imitative (GeSCI) reconnu pour leur contribution active, efficace et humble à de tels processus de planification.

Enfin, la technologie ne permettra pas de réduire la fracture entre les privilégiés et les démunis, entre citadins et ruraux, entre hommes et femmes. C'est les décisions et actions sociales qui feront la différence. Les chercheurs Sud-africains ont si bien mentionné lors de l'atelier méthodologique du projet PanAf à Nairobi en septembre dernier, en se fondant sur les statistiques de 2006, « En Afrique du Sud de façon générale, la grande majorité des écoles n'ont pas encore intégré les TIC dans aucune de leurs pratiques. Plus alarmant encore, les statistiques de 2006

semblent indiquer que peu de progrès ont été accomplis en ce qui concerne de telles mesures dans les écoles les plus pauvres au cours des cinq dernières années » (Ian Moll, 2007).

Les TIC ne sont pas la baguette magique pour une éducation de qualité et d'égalité. Nous devons le faire, ensemble.

Kathryn Touré, Coordinatrice régionale du ROCARE

Intégration pédagogique des TIC au Mali : La recherche au service de l'efficacité et de la qualité



*Dr Djénéba Traoré,
ROCARE Mali*

« Pour 36% des enseignants, l'outil informatique a beaucoup changé la façon d'apprendre des élèves, pour 19,9% moyennement pour 14,7% peu et pour 20,6% pas du tout . »

La recherche transnationale menée de 2003 à 2005 par le Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education (ROCARE) en partenariat avec l'Université de Montréal (Canada) a permis d'aborder, à partir de l'étude de 36 écoles pionnières, la problématique de l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'éducation au niveau de cinq pays de l'Afrique subsaharienne (Bénin, Cameroun, Ghana, Mali, Sénégal).

Au Mali, les questionnaires ont été administrés à 5690 élèves (filles : 41% ; garçons : 59% ; âge moyen : 16 ans) de 8 établissements d'enseignement fondamental et secondaire du District de Bamako et des Régions de Kayes et de Tombouctou. Selon les résultats de l'enquête, 33% des élèves possèdent une adresse de courrier électronique, 43% utilisent l'ordinateur à l'école, 28,5% au cybercafé et 19,7% à domicile. Et 71,1% des élèves affirment que le recours aux TIC (ordinateur et Internet) facilite « beaucoup » la réalisation des travaux scolaires et que ces outils sont incontournables pour leur formation. Généralement, l'ordinateur est utilisé dans l'apprentissage des différentes disciplines littéraires (majoritairement le Français) et scientifiques. Aussi 75,5% des élèves l'emploient également pour d'autres applications: 27,2% pour en apprendre le fonctionnement, 20,2% pour visiter des sites web, 16,1% pour communiquer par courriel et 12% pour chatter.

L'âge moyen des enseignants (123 hommes/22 femmes) ayant participé à l'enquête se situe entre 36 et 50 ans (45,3%), 92% exerçant comme enseignants spécialistes et 8% comme Instituteurs généralistes. Parmi les premiers, 46% sont littéraires, 31% scientifiques, 14% enseignants d'éducation physique, 9,3% mathématiciens et 8% économistes. Pour 36% des enseignants, l'outil informatique a « beaucoup » changé la façon d'apprendre des élèves, pour 19,9% « moyennement », pour 14,7% « peu » et pour 20,6% « pas du tout ».

Les parents d'élèves interrogés (en moyenne 6 par établissement) approuvent l'intégration des nouvelles technologies dans les écoles de leurs enfants. De ce fait, ils s'impliquent volontiers

dans les activités scolaires et assistent aux rencontres périodiques avec la Direction et les membres du Comité de gestion de l'école.

Toutefois, l'optimisme engendré par ces chiffres ne doit pas faire perdre de vue une réalité moins favorable à l'intégration pédagogique des TIC. En effet, bien que de grande envergure, l'étude n'est pas représentative de la situation qui prévaut à l'échelle nationale, en raison des critères de sélection qui ont prévalu dans le choix des écoles. Par ailleurs, même au sein de ces écoles dites « pionnières », l'accès des élèves et des enseignants aux TIC est limité à 2 ou 3 heures par semaine en raison du nombre insuffisant d'ordinateurs et du coût relativement élevé de la connexion Internet. De plus, le manque de formation aux nouvelles technologies des ressources humaines scolaires (enseignants, administration scolaire), l'absence d'un curriculum TIC national et d'un guide d'évaluation des performances acquises, la faiblesse de la prise en compte des TIC dans les documents du programme décennal de l'éducation (PRODEC) et du programme d'investissement sectoriel de l'éducation (PISE) sont autant de facteurs freinant la généralisation des TICE. Enfin, l'étude ne s'est pas spécifiquement penchée sur l'impact des nouvelles technologies sur le rendement scolaire, les offres de formations ouvertes et à distance (FOAD) et les questions liées au genre, d'où la poursuite de la réflexion dans la phase 2 de la recherche intitulée « Recherche-action-formation des enseignants intégrant les TIC dans leurs pratiques pédagogiques » dont les résultats sont attendus courant 2008.

Djénéba Traoré, ROCARE-Mali

Pour plus de précisions, aller à :
<http://rocare.scedu.umontreal.ca>
et <http://www.afriquetic.org>

Cameroun : Une progressive intégration des TIC pour améliorer la qualité des enseignements

Pour avoir traîné à être intégré dans le cursus scolaire camerounais, le phénomène des TIC apparaît nouveau. La volonté de l'État à impliquer les TIC pour le développement s'affiche fortement aujourd'hui. Bien qu'ayant réfléchi sur le sujet depuis 10 ans grâce au Plan National des Infrastructures de la Communication et de l'Information (PNCI) en vue d'établir une politique conforme aux objectifs nationaux, le déclin s'est opéré en 2000, lors des passerelles du développement de Bamako qui suscitaient des politiques nationales d'intégration des TIC pour le développement.

La population éducative du Cameroun compte plus de 6.5 millions d'élèves. Et, malgré le difficile accès au téléphone et à l'électricité, tout le pays s'adonne aux TIC et à leur utilisation surtout au plan éducatif. À l'université, les objectifs du développement des TIC visent à produire des diplômés aptes à utiliser des TIC dans tous les secteurs d'activités et à améliorer la gestion, le pilotage des institutions et l'émergence d'un pôle universitaire régional.

Ces mesures débouchent sur la dotation d'équipements et des TIC dans les écoles et les établissements d'enseignement. À ce jour, une trentaine de lycées convoquent les TIC à l'enseignement. Les écoles privées s'équipent aussi et intègrent ces outils dans leurs pratiques pédagogiques. Mme Biya a rétrocedé à l'État 20 Écoles des Champions. Chacune d'elles possède une connexion Internet pour l'apprentissage et l'enseignement.

Les centres multimédias des lycées et des universités, les campus virtuels, une fois vulgarisés, devant ensuite mettre en œuvre des programmes officiels de l'enseignement des TIC pour aboutir enfin à la modernisation du système éducatif grâce au Centre National d'Appui à l'Action Pédagogique (CNAAP). Environ 70 000 élèves se connectent à Internet dans leurs lycées tout comme les moniteurs et les personnels éducatifs formés depuis 2003 pour le tutorat.

Pour appuyer ces actions, le programme d'enseignement de l'informatique dans les lycées est aussi appliqué. Une filière informatique-TIC a d'ailleurs ouvert en 2007 à l'ÉNS pour former les futurs enseignants à appliquer les technologies éducatives nécessaires à l'intégration pédagogique des TIC. Par ailleurs, l'Unesco et le Ministère de l'Éducation de Base ont élaboré et validé les contenus des programmes des TIC pour permettre, dès l'école primaire, une initiation et une appropriation rationnelle et efficace des TIC par les jeunes apprenants.

Le Décret n°2002/004 du 4 janvier 2002, crée une Inspection Générale de Pédagogie chargée de l'enseignement de l'informatique à tous les niveaux. En son Art. 18, ce Décret prévoit la création d'une cellule chargée de la sécurisation, de la disponibilité et de l'intégrité du système informatique ; de la formation des personnels à l'exploitation du système informatique ; et de la veille technologique en matière d'informatique. L'insertion des TIC s'effectue donc progressivement et les établissements primaires et secondaires ont commencé cette initiation.

La présence des TIC et leur implication dans l'enseignement entraînent ainsi une profonde modification du système éducatif du Cameroun et favorise l'apprentissage et l'enseignement. Mais en même temps, l'utilisation des TIC dans l'enseignement présuppose l'innovation pédagogique de la part de l'enseignant. Celui-ci, désormais perçu comme un tuteur doit servir de guide aux apprenants capables de rechercher et de collecter l'information par eux-mêmes et de l'exploiter à bon escient, pour une acquisition des connaissances et un apprentissage bien améliorés.

Vu leur grand nombre et malgré les séminaires de formation, la plupart des enseignants sont encore peu impliqués à cet exercice qui exige un surplus de travail alors que leurs conditions de travail demeurent déplorables. Même s'ils disposent de ces outils, élèves et enseignants, face au manque de temps, à la surpopulation des classes, à l'ignorance des méthodologies, se livrent plus à la consultation des e-mails qu'aux activités techno-éducatives comme le révèlent Mbangwana et Ella (2006) ou Onguene Essono Ch. et Onguene Essono L.M. (2006).

C'est pourquoi, semble-t-il, il urge maintenant, avant l'introduction obligatoire et généralisée de ces nouveaux moyens pédagogiques, que les enseignants et les élèves soient initiés aux usages pédagogiques des TIC. Car, il faut faire la différence entre la présence des TIC et de l'Internet dans un établissement et leur effective exploitation dans les pratiques enseignantes.

La présence des centres de ressources multimédias à l'université, au lycée ou dans les structures privées de tous les ordres d'enseignement, s'inscrit dans une démarche pédagogique de qualité et exprime la volonté politique camerounaise d'améliorer la qualité et l'offre d'éducation au Cameroun avec, comme finalité décisive, l'emploi de tous.

Louis Martin Onguene Essono, ROCARE-Cameroun



Dr Louis Martin Onguene Essono

« Il urge maintenant, avant l'introduction obligatoire et généralisée de ces nouveaux moyens pédagogiques, que les enseignants et les élèves soient initiés aux usages pédagogiques des TIC. »

L'intégration pédagogique des TIC au Congo : utopie ou réalité ?



Dr Samuel Mawete

« L'ENS de Brazzaville, à travers l'intégration pédagogique des TIC, doit préparer les esprits à produire du savoir, à mobiliser leur potentiel, à aider les individus dans un monde évolutif et incertain à construire leur identité sociale et professionnelle. »

Il ressort des résultats de nos enquêtes à présent et de l'Observatoire-tic de PanAf que l'intégration pédagogique des TIC est une volonté politique du gouvernement congolais, exprimée clairement dans la politique nationale des TIC, à travers le document intitulé Stratégies pour le développement des TIC en République du Congo de 2004. Il est question dans cette politique nationale, après un état des lieux jugé critique, de faire de toute la population congolaise « des cybercitoyens » dans l'équité et le respect de genre.

Il s'agit, en d'autres termes, de former et d'intégrer les TIC dans tous les domaines de la vie des congolais – à l'école, au travail, au foyer, etc. Or, il est connu qu'il n'y a pas de formation sans formateurs.

Malheureusement cette volonté du gouvernement congolais se heurte à deux facteurs principaux : l'insuffisance et parfois l'inexistence de l'équipement ; et le coût élevé du matériel.

Comment, en effet, pourrait-il en être autrement quand l'ENS qui a en charge la formation des formateurs et des superviseurs de l'enseignement primaire et secondaire, est en manque criard des ordinateurs ? Quand le ratio élèves/ordinateurs dans cette institution est de 115 par ordinateur. Non seulement le temps d'accès à cet ordinateur pour le 114ème élève sera long mais aussi d'autres élèves n'y accéderont presque jamais. A moins de réduire le temps d'utilisation ou de navigation sans oublier le faible débit du Net à Brazzaville. Et même si le temps est réduit, l'ordinateur ne sera d'aucun secours à l'utilisateur dans la recherche de l'information ou dans l'organisation de ses enseignements ou ses apprentissages.

Si donc à partir de l'expérience malheureuse de l'ENS, on peut se permettre de généraliser, il est donc urgent de passer du discours lénifiant aux actes concrets. L'intégration pédagogique des TIC au Congo ne sera effective que si :

1/ le pays dispose d'une politique nationale en matière des TIC clairement définie pour le secteur de l'éducation avec des stratégies à mettre en place dans les différents établissements scolaires pour la promotion de ces nouvelles technologies ;

2/ le pays dispose d'un équipement approprié et diversifié qui soit observable dans des salles

multimédias et des cybercafés construites en conséquence ;

3/ le prix d'achat des ordinateurs est allégé pour faire une informatique de proximité à la portée de toutes les couches sociales ;

4/ l'intégration des TIC est effective dans les différents curricula en commençant à la maternelle et au cycle primaire jusqu'à l'université ;

5/ les enseignantes et enseignants ont la possibilité d'apprendre à enseigner tout en intégrant les TIC.

Au cas contraire, l'intégration des TIC ne sera qu'une utopie sans que nous n'ayons pris la mesure de notre retard numérique et que nous n'ayons compris l'impact des TIC dans l'amélioration de nos pratiques éducatives et professionnelles.

Il nous faut aujourd'hui rompre avec les modèles de formation initiale désuets au profit du développement d'une éducation continue avec des périodes d'apprentissage disséminés tout au long de la vie. L'ENS de Brazzaville, à travers l'intégration pédagogique des TIC, doit préparer les esprits à produire du savoir, à mobiliser leur potentiel, à aider les individus dans un monde évolutif et incertain à construire leur identité sociale et professionnelle.

L'émergence d'une société de l'information implique une adaptation de chacun non seulement à de nouveaux outils techniques mais aussi à la transformation de l'organisation et des conditions de travail.

Si nous voulons être aujourd'hui des acteurs lucides de la société de l'information, il nous faut nous adapter à l'évolution permanente des moyens de communication. C'est une des conditions sine qua none de notre survie.

Samuel Mawete, Ecole Normale Supérieure de Brazzaville, Congo

Un aperçu de l'intégration pédagogique des TIC dans les établissements d'enseignement au Kenya

Cet aperçu de la situation de l'intégration pédagogique des TIC dans les établissements d'enseignement au Kenya couvre trois domaines: l'état de l'infrastructure des TIC, l'accès à l'informatique et à Internet, et le respect de la parité des sexes dans l'accès aux TIC, tout ceci dans les institutions de l'échantillon de notre étude. Les données ont été recueillies auprès de dix établissements dont deux de niveau supérieur, cinq écoles secondaires et trois écoles primaires. Ces établissements sont soit mixtes, soit privés et se situent dans les collectivités rurales et urbaines. La collecte des données a été effectuée à travers des visites de terrain auprès des institutions et des interviews des personnes utilisant les TIC sous réserve de la permission du chef d'établissement.

Une analyse de l'infrastructure des TIC indique que les institutions de niveau supérieur ont le plus faible ratio d'ordinateurs pour les élèves alors que le nombre d'ordinateurs est important. Par exemple, l'Ecole Polytechnique Kenyane, qui possède 9420 étudiants et 252 ordinateurs, a un ratio de 1:37 tandis que le Collège de l'Education et des Etudes Externes de l'Université de Nairobi affiche un ratio de 1:55 avec 5992 élèves et 108 ordinateurs. Ces institutions ont également la connectivité à l'Internet et des conseillers spécialisés dans les TIC.

Les ordinateurs sont principalement utilisés pour la recherche et la formation dans les disciplines informatiques. Bien que les écoles secondaires aient moins d'ordinateurs avec une moyenne de 25 ordinateurs et un ratio moyen de 1:24, elles ne disposent pas d'accès à l'Internet. Le ratio élevé est dû à un plus petit nombre d'apprenants. Il est à noter, cependant, que ces ordinateurs ont tendance à être des dons de divers organismes et la plupart d'entre eux sont obsolètes et ne conviennent que pour l'enseignement de compétences de base en alphabétisme.

Les chiffres dans les écoles primaires publiques affichent des ratios encore plus bas de 1:37 et 1:69 avec une moyenne de 25 ordinateurs. Ces écoles ne disposent pas de connexion à Internet et les ordinateurs sont utilisés pour enseigner les compétences de base en informatique. Toutefois, une exception a été notée dans une école primaire privée mixte, qui a un ratio de 1:15 pour 610 apprenants. L'école dispose également d'une connexion Internet basée sur un système de dial-up.

Ces disparités peuvent s'expliquer par des raisons diverses. Les établissements d'enseignement supérieur au Kenya génèrent l'essentiel de leurs revenus à travers l'admission d'étudiants qui financent eux-mêmes leurs études. Ces établissements disposent aussi de l'autonomie nécessaire pour décider de la façon d'utiliser ces fonds et à ce titre ils sont en mesure d'acquérir des ordinateurs si leurs activités le justifient.

Les écoles secondaires et primaires en particulier publiques ne disposent pas de ces fonds et donc ne peuvent compter que sur les dons. Le cas des écoles privées, en particulier celles qui visent les classes moyennes et supérieures investissent dans les équipements en prélevant des taxes élevées sur les élèves dans le but de donner l'impression qu'ils accordent une place importante aux élèves, d'où le ratio plus élevé des ordinateurs et la disponibilité de la connexion Internet.

Dr Christopher Gakuu, Dr Harriet Kidombo de l'Université de Nairobi et Mme Judy Njuguna, Kenya Institute of Education



Dr Christopher Gakuu



Dr Harriet Kidombo

« Une analyse de l'infrastructure des TIC indique que les institutions de niveau supérieur ont le plus faible ratio d'ordinateurs pour les élèves alors que le nombre d'ordinateurs est important. »



Institutions partenaires du projet PanAf

AFRIQUE DU SUD

School of Education, Université de Witwatersrand, Johannesburg

L'Université de Witwatersrand (également connu sous le nom de Wits) est une grande université située en milieu urbain à Johannesburg, en Afrique du Sud. L'université a pour vocation de contribuer à la reconstruction et au développement de l'Afrique du Sud par la recherche et la production de main-d'oeuvre qualifiée, critique et adaptable diplômés. Avec ses plus de 100 000 diplômés dans ses 83 ans d'histoire, Wits a fait et continuera d'imposer sa marque au niveau national et international.

Point focal : Ian Charles Moll, PO Wits, 2050 Johannesburg, Afrique du Sud, Phone : (27) 11 717 3194, E-mail : ian.moll@wits.ac.za



CAMEROUN

Département de Sciences de l'Éducation, École Normale Supérieure, Université de Yaoundé I, Yaoundé

Créée en 1961, l'École Normale Supérieure de Yaoundé est un établissement du supérieur relevant de l'Université de Yaoundé I. Elle a pour vocation de former des enseignants, professeurs des lycées et collèges de l'enseignement général, des professeurs de l'enseignement normal et des conseillers d'orientation. L'École Normale Supérieure est fréquentée par 4 550 étudiants encadrés par 125 enseignants et un important personnel d'appui.

Point focal : Pierre Fonkoua, Université de Yaoundé I École Normale Supérieure, BP 6746 Yaoundé, Cameroun, Phone : (237) 22 23 12 15, 99 94 36 00 (mobile), E-mail : pfonkoua2001@yahoo.fr



CONGO

École Normale Supérieure, Université Marien Ngouabi, Brazzaville

Cette institution a pour vocation à former des enseignants destinés aux collèges et lycées du pays. L'École Normale Supérieure est rattachée à l'université Marien Ngouabi, la principale institution publique d'enseignement supérieur en République du Congo. Créée en 1971 après l'éclatement de la Fondation de l'enseignement supérieur en Afrique centrale (FESAC), cette université dispose de onze établissements repartis en cinq Facultés, trois Instituts et trois Ecoles. L'Université Marien Ngouabi compte actuellement 13 546 étudiants, pour 597 enseignants permanents et 494 vacataires ; soit un ratio global de 22,69 étudiants par enseignant. Elle a formé de nombreux cadres supérieurs africains.

Point focal : Jean Pierre Mbakidi, École Normale Supérieure, Université Marien Ngouabi, BP 237, Brazzaville, Congo, Phone : (242) 671 79 96, E-mail : mbakingouabi@yahoo.fr,



EGYPTE

Women's Faculty of Arts, Sciences and Education, Ain Shams University, le Caire

Women's Faculty of Arts, Sciences and Education est considérée comme un établissement d'enseignement intégré qui enseigne à la fois les sciences humaines, les sciences de l'éducation, l'économie familiale et de les sciences appliquée à la petite enfance. L'institution cherche à répondre aux besoins de la société et de l'environnement en soutenant des programmes déjà existants et d'élaborer de nouvelles initiatives qui contribueront au développement. Cette école aspire également à se doter d'une véritable personnalité grâce à des programmes de langues, et des technologies de l'information et de la communication afin de cultiver le savoir scientifique.

Point focal : Hanan Elshai, E-mail : hel_shair@hotmail.com



KENYA

School of Continuing and Distance Education, Université de Nairobi

Au cours des 50 dernières années, School of Continuing and Distance Education (SCDE) a été le chef de file en matière d'enseignement ouvert et à distance (FOAD) au Kenya. Ses activités remontent à 1953 quand le premier Département de l'Extra-Mural Studies a été fondée en Makerere avec un tuteur pour les résidents du Kenya. Comme la précédente institution à l'actuelle Université de Nairobi, la SCDE a constamment maintenu sa position de leadership dans le domaine de la FOAD. Elle a fidèlement rempli sa mission d'offrir une éducation de qualité et accroître l'accès aux études universitaires et, par conséquent, étendre les possibilités de formation à l'ensemble de la population du Kenya.

Point focal : Christopher Mwangi Gakuu, PO Box 30197, Nairobi, Kenya, Phone : (254) 722 841432 (mobile) / 020 2076923, E-mail : cmgakuu@yahoo.com

MALI**Institut supérieur de formation et de recherche appliquée, Bamako**

L'Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (ISFRA) a été créée en 1981 et est un établissement d'enseignement post-universitaire et recherche scientifique ayant pour missions:

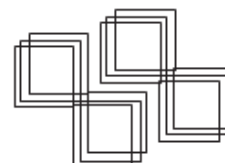
- la formation et le perfectionnement des professeurs d'enseignement supérieur et des recherches dans les spécialités nécessaires au fonctionnement régulier des établissements d'enseignement supérieur et des centres de recherche du Mali;
- l'exécution dans les domaines qui lui sont propres de toutes études ou travaux de recherche scientifique et technique.

Point focal : Denis Dougnon, ISFRA, BP 0475, Bamako, Mali, Phone : (223) 223 65 78 / 659 31 08 (mobile), E-mail : denisdougnon_isfra@yahoo.fr

**MOZAMBIQUE****Département de l'évaluation et de la recherche, Institut national pour le développement de l'éducation (INDE), Maputo**

INDE est l'acronyme de « Instituto Nacional do Desenvolvimento da Educação » et signifie « Institut national pour le développement de l'éducation ». Cet institut est placé sous l'autorité du Ministère de l'éducation et de la culture et est chargé de la recherche et la conception de programmes d'études primaires, les écoles secondaires et les collèges de formation des enseignants.

Point focal : Joaquim Ernesto Matavele, INDE, Rua Comandante Augusto Cardoso, 81, Maputo, Mozambique, Phone : (258) 1 31 19 84 / 082 43 32 45 (mobile), E-mail : matavele@inde.gov.mz

**UGANDA****Institute of Adult Education and Communication Studies, Université de Makerere, Kampala**

En 1966, ce département a été restructuré et est devenu le Centre for Continuing Education (CCE). Plus tard en 1992, le CCE a été élevée au rang de l'Institut des adultes et de formation continue (Institute of Adult and Continuing Education, IACE), avec trois départements: Education communautaire et Extra-Mural Studies (CEEMS), Education des adultes et études en communication (AECS), et l'enseignement à distance. IACE s'est depuis développée et compte actuellement un total de 36 membres du personnel académique et 73 membres du personnel non enseignant répartis entre les départements.

Point focal : Daniel Babikwa, IACE, Makerere University, PO Box 7062, Kampala, Uganda, Phone (256) 41 534803 / 77 667066 (mobile), danbab@iace.mak.ac.ug ou babikwa@ias.unu.edu

**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE****École Normale Supérieure, Université de Bangui**

L'ENS de Bangui est l'institution en charge de la formation des formateurs en République centrafricaine. Elle est placée sous l'autorité de l'Université de Bangui qui a été créée en 1969 et a commencé ses activités en 1971.

Point focal : Noël Ngoulou, BP 838 ou 858, Bangui, République Centrafricaine, Phone : (236) 21 61 35 60 / 21 05 29 40 (mobile), E-mail : noelngoulo@yahoo.fr

**SENEGAL****Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation (FASTEF), Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Dakar**

La Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation (FASTEF) née d'une transformation de l'École Normale Supérieure (ENS) capitalise près d'un demi-siècle au service de l'éducation et de la formation des professeurs d'enseignement secondaire (PES), des professeurs d'enseignement moyen (PEM), des professeurs de collège d'enseignement moyen (PCEM) et la formation des corps de contrôle (inspecteurs de spécialité, inspecteurs de l'enseignement élémentaire et de l'éducation préscolaire).

Point focal : Abdoul Sow, Doyen de la FASTEF, BP 5036, Dakar, Sénégal, Phone : (221) 33 864 58 01, Email : asow@ucad.sn



Les TIC font-elles une différence dans l'enseignement supérieur égyptien? Aperçus de diverses études d'impact



Dr Lamya M. Elsaid,

« Le nombre de Fonctionnaires formés à l'utilisation des TIC a atteint plus de 40000 stagiaires venant de toutes les universités égyptiennes. »

Il est nécessaire que les politiques se fassent persistantes dans le renforcement et l'amélioration de l'enseignement supérieur égyptien comme le moteur essentiel dans le processus de développement au sein de la société (Ministère de l'enseignement supérieur en Egypte: 2000).

Le Ministère en charge de cette question a conçu un plan stratégique intégré pour le renforcement de l'enseignement supérieur. Ce plan a été traduit en 25 projets distincts, dans le but d'améliorer la qualité, la pertinence et l'efficacité dans les universités et les collèges techniques. Plus de la moitié de ces projets ont été classés par ordre de priorité et regroupées en six grands projets avec cinquante millions de dollars américains financés par la Banque mondiale et dix millions sous forme de financements nationaux. Les six projets prioritaires dans la première phase du plan quinquennal pour la période 2002-2007 étaient les suivantes: Faculté / Projet de Développement du Personnel et du Leadership (FLDP), Projet sur les Technologies de l'Information et de la Communication (ICTP), Projet sur l'Assurance Qualité et l'accréditation (QAAP), Projet sur les Facultés d'Education (FOEP), Projet sur les Collèges Techniques Égyptiennes (ETCP), Projet sur l'Amélioration de l'Enseignement Supérieur (HEEP).

Pour commencer à évaluer l'impact des projets TIC dans l'enseignement supérieur en Égypte, une étude de cas a été entreprise par l'Université Ain Shams, un institut de renommée fondé au Caire en 1950. En plus des examens de documents, un total de 31 entrevues en profondeur ont été menées et 10 groupes de discussions (deux pour les bénéficiaires et huit pour les non-bénéficiaires). Pour les données quantitatives collectives, 233 fonctionnaires, 311 diplômés, et 833 étudiants ont été interrogés.

Cette étude et d'autres montrent que la formation sur les TIC est en mouvement, en pleine coordination avec le Projet de Développement du Personnel et du Leadership (FLDP). Plusieurs centres de formation sur les TIC ont été créés dans les universités égyptiennes. Le nombre de fonctionnaires formés à l'utilisation des TIC a atteint plus de 40 000 stagiaires venant de toutes les universités égyptiennes. Le projet de e-learning est également en progression, avec la mise en place d'un centre de e-learning. Au total, 17 cours ont été convertis en format électronique avant mars 2007.

Les évaluations affichent des progrès dans d'autres domaines, notamment le renforcement du Réseau des Universités Égyptiennes (EUN). La bibliothèque numérique s'étoffe bien avec 55 000 revues et résumés accessibles par abonnement en ligne. Le nombre de téléchargements à la fin de septembre 2006 était de 600 000. Ce nombre a grimpé à 869 720 pour le texte intégral téléchargé et 669 876 pour les téléchargements par recherche en mars 2007. Des plateformes pour les systèmes d'information de gestion (SIG) des ont été élaborées au Conseil Suprême des Université (SCU) et l'achat de SIG pour cibler les facultés prévues.

Il y a eu des retards dans la finalisation des infrastructures du Réseau des Université Égyptiennes (EUN), surtout en ce qui concerne l'identification des exigences du SIG et les procédures de passation de marchés pour toutes les universités, la conversion des revues et des bases de données à abonnement en compte SCU, et l'exécution de la 2^e étape de la formation sur les TIC en raison du retard des versements engendrés par la migration des comptes financiers de la Banque Centrale d'Égypte (BCE). Le montant total décaissé et engagé en faveur de projets TIC a atteint 11,17 millions de dollars, c'est-à-dire dépassé le budget initialement alloué de 10,5 millions de dollars par 6,34%.

Les recommandations pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur préconisent la tenue de réunions, notamment avec les présidents d'université et les équipes de mise en oeuvre de projets TIC dans les universités égyptiennes pour identifier et résoudre les problèmes, les visites sur le terrain par des équipes de surveillance aux projets TIC de l'Université, une coordination plus étroite entre le management des projet TIC et le SCU en vue d'obtenir leur plein soutien en temps opportun.

Pour plus d'informations, consultez le Projet d'Amélioration de l'Enseignement Supérieur (*Higher Education Enhancement Project, HEEP*), et les évaluations d'impact à l'adresse www.heep.edu.eg.

Lamya M. Elsaid, Chargé de cours sur la planification de l'éducation, Université Ain Shams, Le Caire, Égypte

Ateliers méthodologiques de Bamako et Nairobi

Deux ateliers méthodologiques ont été organisés en septembre 2007 pour lancer le processus de recherche du projet PanAf dans dix pays du continent. Le premier atelier les 6 et 7 septembre 2007, a eu lieu au Campus numérique de l'Université de Bamako.

Une douzaine de chercheurs camerounais, centrafricains, congolais, maliens, et sénégalais, y ont participé.

Un autre atelier s'est tenu les 24 et 25 septembre 2007 au Kenya School of Monetary Studies (KSMS) à Nairobi au Kenya. Cette rencontre à l'intention des pays anglophones, lusophones et arabophone a vu la participation de chercheurs de l'Afrique du Sud, de l'Égypte, du Kenya, du Mozambique, de l'Égypte et, de l'Ouganda.

L'ouverture officielle de la rencontre a été présidée par le chancelier adjoint de l'Université de Nairobi, le Prof Peter M. F. Mbithi qui a souhaité la bienvenue aux participants et a dit tout

l'intérêt que présentent les TIC pour les pays africains.

Les chercheurs ont été initiés à l'utilisation de l'Observatoire, www.observatoiretic.org, une base de données transversale qui recueille les données de recherche du projet. Par ce moyen, il est possible de confronter les diverses recherches menées sur le continent mais qui faute de collaboration étroite entre chercheurs sur le même thème de l'éducation, sont restées sans réponse.

Kathryn Touré, la coordinatrice régionale de ROCARE, Thierry Karsenti de l'Université de Montréal, et les différentes personnes ressources, plus particulièrement les membres du comité scientifique se sont accordés sur l'importance de ces rencontres pour créer une communauté parmi les chercheurs PanAf et au sein des institutions des pays.

Dramane Darave, Assistant de recherche, Webmanager



Prof Peter M. F. Mbithi, chancelier adjoint de l'Université de Nairobi



Prof Peter Kinjanjui, membre du comité scientifique PanAf

Atelier de rédaction scientifique en Afrique du Sud

Le ROCARE, l'Université de Montréal et Wits School of Education de l'Université du Witwatersrand organisent les 11 et 12 février 2008 un atelier d'écriture scientifique en Afrique du Sud.

Cette rencontre, qui réunira une trentaine de participants, permettra de :

1/ renforcer l'importance de l'analyse des données, la rédaction et la publication scientifique au sein du projet PanAf ;

2/ travailler systématiquement avec les pairs et les personnes ressources pour revoir les étapes du processus d'écriture ;

3/ développer les grandes lignes des papiers devant être présentés pour soumission dans les revues.

Dramane Darave, Assistant de recherche, Webmanager

Appel à proposition pour les Subventions ROCARE

La 4ème édition du programme des subventions ROCARE pour la recherche en éducation a été officiellement lancée le **10 janvier 2008**. Les thèmes pour cette édition sont :

- Langues africaines, éducation et culture pour le développement et l'intégration régionale ;
- Paix et éducation à la citoyenneté ;
- Education, développement des compétences et emploi.

Pour plus d'informations, lire les termes de références sur www.ernwaca.org.

Bonne chance à toutes et à tous.

Mireille Massouka, Gestionnaire de projet, Subventions ROCARE

Vidéoconférence



Salle de vidéoconférence au campus numérique de l'AUF à l'Université de Bamako

Le campus numérique de Bamako a accueilli le 27 novembre 2007 une séance de visioconférence réunissant l'équipe PanAf à Bamako, l'équipe de gestion de Montréal et les différents pays participants.

Sept pays dont le Kenya, l'Ouganda, le Mozambique, la République Centrafricaine, le Sénégal, le Mali et le Cameroun ont pu être présents à cette rencontre qui a ouvert un autre canal de communications entre le management du projet PanAf et les chercheurs.

Cette rencontre a permis de soulever des questions d'importance cruciale notamment

l'état d'avancement de la mise en ligne des données dans l'Observatoire, l'actualisation du guide méthodologique et l'envoi des fonds dans les pays. Nous avons pu noter que tous les pays ont ciblé au moins une dizaine d'écoles pour la collecte des données. En raison d'examens et de vacances académiques, certains pays ont accusé un léger retard dans les enquêtes. La promesse a été faite de reprendre le travail le plus tôt possible.

Dramane Darave, Assistant de recherche, Webmanager

Visites de l'UEMOA au ROCARE



Dénis Lecallo et Albert Rabiou

Le Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education (ROCARE) centre d'excellence de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a reçu en 2007 deux visites de travail de deux différentes équipes de l'UEMOA.

La première visite de l'UEMOA au ROCARE effectuée le 27 et le 30 août 2007 a concerné l'évaluation du projet subventions de ROCARE pour la recherche en éducation que l'UEMOA finance en partie. Cette évaluation a permis à la délégation de l'UEMOA de comprendre le fonctionnement et les contraintes de gestion du projet.

Il a été remarqué par la délégation que le ROCARE couvre tous les pays de l'UEMOA sauf la Guinée Bissau et répond de ce fait selon les membres de la délégation aux critères d'intégration régionale et même panafricaine de l'UEMOA. L'équipe UEMOA aussi bien a apprécié la bonne communication interne et externe du ROCARE par rapport au partage des résultats des recherches qu'il a conduites.

La deuxième visite de l'équipe UEMOA tenue le 22 novembre 2007 avait pour objectif principal le suivi du Programme Economique Régional de l'UEMOA. Le Programme Economique Régional (PER) de l'UEMOA est un programme qui finance un certain nombre de projets économiques et sociaux et des infrastructures dans les pays membres de l'UEMOA, dont le programme d'appui aux centres régionaux d'excellence (PACER), auquel le ROCARE a été élu en 2006.

Cette visite a été sanctionnée par un déjeuner organisé le 22 novembre 2007 par l'ambassa-

teur de France au Mali où la Coordinatrice du Régionale du ROCARE a été sollicitée de parler du travail du ROCARE avec les universités dans la région.

De son côté le ROCARE a aussi effectué trois visites de travail à l'UEMOA. La première a été faite par le Coordonnateur National du ROCARE Burkina Faso le 19 juillet 2007. La seconde visite a eu lieu en novembre 2007 et la troisième visite en décembre 2007 respectivement. Ces deux dernières visites ont permis au ROCARE de cerner le besoin et l'intérêt particulier que l'UEMOA accorde aux projets d'intégration pédagogique des TIC dans l'enseignement.

Moise Appolos Théra, Responsable financier, ROCARE

Interview de prof Mohamed Maiga par Mali-NTIC

Monsieur Maiga, membre ROCARE et chercheur PanAf, est professeur à la faculté de science et technique au département de biologie. Voici dessous des extraits de l'entretien qu'il a accordé en septembre 2007 à Mali-Ntic (www.mali-ntic.com), un portail malien dédié aux technologies de l'information et de la communication.

Mali-ntic : Vous êtes le chercheur principal au Mali pour le projet PanAf, est ce que vous pouvez nous expliquer cette fonction ?

M. MAIGA : Le ROCARE en partenariat avec l'Université de Montréal et sur financement du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), vient de lancer un vaste projet qu'on appelle l'Agenda Panafricain de recherche sur l'intégration pédagogique des TIC (PanAf). Ce vaste projet concerne onze (11) pays et c'est généralement localisé dans des instituts de formation d'enseignements. Dans chaque pays, il y a un point focal et un chercheur principal qui est chargé de coordonner toutes les activités de recherche dans le pays. C'est avec ses collègues chercheurs, qu'ils doivent récolter des données et les intégrer dans le site de l'Observatoire. C'est ça essentiellement le travail qu'on doit faire.

Mali-ntic : Comment faites vous ce travail, est ce que vous l'avez déjà commencé ou comment vous envisagez de le faire ?

M. MAIGA : On vient juste d'avoir l'atelier méthodologique, pour initier les gens à la collecte de données et à leur mise sur l'Observatoire. Les premières données doivent être prêtes pour le 15 octobre 2007.

Mali-ntic : Voyons la situation du Mali, comment vous la voyez, est ce que vous avez bon espoir de pouvoir faire ce travail, quels sont les éléments qui vous permettent de le dire ?

M. MAIGA : On peut très bien faire ce travail, parce que depuis 2003, le ROCARE en partenariat avec l'Université de Montréal travaille sur l'intégration des TIC dans les écoles africaines. Et nous avons tous participé à ce projet. On connaît déjà les écoles, on a déjà travaillé avec eux, et on sait comment les aborder pour avoir les données. Ça ne nous pose aucun problème.

Mali-ntic : Mais si on dit, intégration des TIC au niveau de l'éducation, qu'est ce que ça veut dire concrètement ?

M. MAIGA : L'intégration pédagogique des TIC au niveau des écoles, ça veut dire tout simplement que les enseignants utilisent les TIC pour enseigner et pour dispenser les cours. Il ne s'agit pas de donner un cours supplémentaire avec l'ordinateur, mais c'est dire qu'on peut enseigner un cours de français, de littérature, des sciences ou d'histoire en utilisant les TIC et une pédagogie active.

Mali-ntic : Mais est ce que cela est facile au Mali ?

M. MAIGA : Bon, ce n'est pas facile, il y a déjà des écoles, notamment des écoles privées qui ont déjà des salles informatiques et qui utilisent les TIC. Même au niveau des écoles publiques, au niveau du secondaire, l'état a installé des salles informatiques pratiquement dans tous les lycées du Mali avec un accès à Internet. Mais ce qui blesse au Mali, c'est qu'il n'y a pas un programme d'intégration pédagogique des TIC dans l'enseignement.

C'est-à-dire que le curriculum malien ne prend pas en compte l'intégration des TIC dans l'enseignement. C'est ça véritablement le frein à l'état actuel. A coté de ce problème, il y a également la bande passante au Mali qui n'est pas énorme, ce qui freine certaines activités et le coût est relativement plus cher pour les écoles. Donc ça aussi constitue un frein. L'autre frein est que la majorité des enseignants qui exercent aujourd'hui n'a pas eu une formation en intégration pédagogique des TIC. Pour ceux qui ont déjà reçu une formation, il faut un suivi. Bien sûr depuis quelques années, l'Agence pour la Promotion des TIC (AGETIC) avec le programme d'informatisation des lycées fait des formations continues, mais cela reste insuffisant. Il faudrait qu'on puisse former un capital important dans ce domaine pour que l'intégration pédagogique puisse être effective au Mali.

Mali-ntic : Revenons au travail que vous allez effectuer d'abord la formation, qu'est ce qu'on vous a concrètement enseigné au cours de l'atelier les 6 et 7 septembre 2007 ?

M. MAIGA : Au cours de l'atelier des 6 et 7, on nous a présenté l'Agenda Panafricain, ensuite on nous a montré les outils qui doivent être utilisés pour collecter les données, on nous a montré l'Observatoire et comment mettre les données et quelles sont les données qu'il faut mettre, etc. On doit récolter à peu près au bout d'une année des renseignements concernant cent soixante (160) indicateurs de



Prof Mohamed Maiga

« Si je dois lancer un appel, Je demanderai qu'à tous les niveaux des curriculums on essaye de prendre en compte l'intégration des TIC. Pourquoi ? Parce que ça peut aider non seulement les enseignants mais surtout les élèves parce qu'aujourd'hui dans tous les domaines d'activités, les TIC sont présentes. »

" Utilisons ces idées pour nous assurer que notre épanouissement et développement évoluent en harmonie. " Nelson Mandela

dix (10) établissements et les intégrer sur le site.

Mali-ntic : C'est vrai qu'il y a des efforts ou des initiatives privées, quelques actions de l'état aussi, mais le problème principal, c'est la non prise en compte par le département de l'éducation en tant que tel. Si on vous demandait de lancer un appel, est ce que vous auriez des choses à suggérer pour vous faciliter ce travail ?

M. MAIGA : Si je dois lancer un appel, je demanderai qu'à tous les niveaux des curriculums on essaye de prendre en compte l'intégration des TIC. Pourquoi ? Parce que ça peut aider non seulement les enseignants mais surtout les élèves parce qu'aujourd'hui dans tous les domaines d'activités, les TIC sont présentes. Il ne faudrait pas qu'au Mali on soit en marge de ce mouvement mondial. Parce que dans n'importe quel travail que tu fais aujourd'hui on ne peut plus se passer des TIC. Je pense que l'entrée idéale dans un pays, c'est l'éducation. Pour cela les ministères de l'éducation doivent tout faire pour rendre obligatoire l'intégration des TIC dans les programmes de formations des élèves et des enseignants.

Mali-ntic : Et vous pensez que c'est bien possible ?

M. MAIGA : Je pense que c'est possible, certes, il n'y a pas d'électricité partout. On ne peut pas amener Internet partout, on ne peut pas demander à tout le monde d'avoir des salles. Mais il y a au moins des améliorations, au niveau des écoles de formation d'enseignants et au niveau d'enseignements secondaires techniques et professionnels, on doit rendre les TIC obligatoires. C'est d'ailleurs dans cette dynamique que se trouve aujourd'hui le ministère de l'éducation. Aujourd'hui, pour avoir l'arrêté d'ouverture d'un lycée ou d'un établissement d'enseignement secondaire et professionnel aujourd'hui on exige d'avoir une salle informatique.

Mali-ntic : Est ce que vous avez un mot de la fin ou d'autre choses à dire comme par exemple des attentes du ROCARE ?

M. MAIGA : Je ne peux que demander au ROCARE de continuer sur cette lancée pour mieux comprendre l'intégration des TIC dans les écoles africaines. Si cela est compris, ça pourra aider les responsables du Ministère de l'éducation pour prendre les décisions appropriées : quel type d'intégration il faut faire, comment il faut le faire et quels sont les conditions dans lesquels cette intégration peut réussir dans nos pays africains.

Entretien réalisé par Filifing DIAKITE et Assétou DIARRA, www.mali-ntic.com

PanAf Edu

Equipe de rédaction

Dr Moses Atezah Mbangwana
Dramane Darave
Kathryn Touré
Dr Djénéba Traoré
Dr Louis Martin Onguene Essono
Dr Samuel Mawete
Dr Christopher Gakuu
Dr Harriet Kidombo
Mme Judy Njuguna
Dr Lamya El Said
Prof Thierry Karsenti
Alioune Camara

Comité scientifique PanAf

Prof Thérèse Tchombé
Prof Peter Kinyanjui

Conception

Dramane Darave

Impression

Graphique Industries
Bamako, Mali

Photographies

ROCARE